

Petit glossaire des espaces, organisations et lieux ayant servi de gare de triage aux enfants de Mai (avant, après et pendant)

Les espaces politiques et syndicaux

UEC

De nombreux étudiants de gauche ont milité à l'UEC, qui rassemblait des courants hétéroclites ». Parmi eux, Régis Debray (part pour l'Amérique latine en 1963 et deviendra, avec Che Guevara, le fondateur de la théorie du foco révolutionnaire) Henri Weber (animateur du secteur Lettres de l'UEC en 1964, membre de la JCR), Robert Linhart (chef de file du courant « althussérien », fondateur de l'UJC(ml) en 1966), Serge July (militant à l'UEC en 1963, rédacteur à *Clarté*, vice-président de l'Unef en 1965), Pierre Goldman (militant de l'UEC en 1963, responsable du service d'ordre avec Jacques Rémy et Roland Gengenbach ; assassiné en 1979), Jean-Louis Péninou (a soutenu le FLN en 1961, animateur de la « gauche syndicale » à l'Unef), Jean-Marc Salmon (chef de file du courant « structuriste » en 1964, il participera à l'UJC(ml)), Jean-Pierre Le Dantec (militant à l'UEC de 1963 à 1965, responsable de l'UJC(ml) en 1967 puis de la Gauche prolétarienne, Michel-Antoine Burnier (cofondateur d'*Actuel* en 1968), Etienne Balibar (philosophe, qui écrira *Lire le Capital* avec Althusser et Jacques Rancière, Prisca Bachelet, Jean-Marc Lévy-Leblond (aujourd'hui physicien), Marc Kravetz et Jean-Marcel Bouguereau (journalistes), etc.

Les tendances et membres désignés comme « gauchistes » par l'UEC sont exclus en 1965 (Pierre Kahn, André Sénik, etc.) et 1966 ; ils seront particulièrement actifs dans la révolte étudiante de Mai 68. Les exclusions ont pour raison principale soit l'adhésion de membres (comme Alain Krivine) aux idées trotskistes, critiquant et rejetant durement le stalinisme et ses dérivés, qui aboutit à la formation de la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR, trotskistes). Soit la rupture avec l'URSS de membres qui préféraient soutenir le maoïsme et la Chine, créant ainsi l'Union des jeunes communistes marxistes-léninistes (UJC (ml), maoïstes). L'UJC(ml) absorbe la plus grande partie des adhérents de l'UEC du secteur de l'École normale supérieure (ENS, rue d'Ulm à Paris)

UNEF

L'Unef de 68 commence avec l'opposition des étudiants à la guerre d'Algérie. Le 6 juin 1960 un communiqué commun signé à Lausanne par L'UNEF et l'UGEMA rend publique la reprise officielle des relations avec les associations d'étudiants d'outre-mer. Le texte est audacieux. Se dessine aussi la tentation de l'insoumission et de l'aide directe

au FLN (six étudiants sont arrêtés, parmi lesquels quatre responsables parisiens d'AGE). Le gouvernement supprime la subvention de l'UNEF et menace de la déclarer non représentative.

En septembre, alors que s'ouvre le procès du réseau Jeanson, le manifeste des 121 est rendu public. L'UNEF doit-elle prôner l'insoumission ? Elle fait le choix de l'action de masse et par l'appel du 5 octobre jette les bases de la première manifestation unitaire contre la guerre.

Le 27 octobre, quinze mille manifestants défilent dans la rue et à la Mutualité ; Pierre Gaudez, président de l'UNEF, parle au nom de tous pour « la paix par la négociation, les garanties mutuelles de l'application loyale du principe de l'autodétermination ». Pour l'UNEF, c'est l'apogée. Le mythe est en marche : il est possible de concilier action de masse, captation des forces ouvrières traditionnelles et audace.

En 1961 et 1962, l'action contre la guerre d'Algérie devient la priorité de l'UNEF. La gangrène du fascisme s'est étendue en France. En novembre 1961, puis le 8 février 1962, l'UNEF organise avec la CGT et la CFTC des manifestations contre l'OAS et pour la paix en Algérie, interdites par les autorités. Des comités antifascistes se constituent qui, de cartels d'organisations politiques (UEC, ESU) et syndicales (UNEF, SNESUP, SGEN) se fédèrent en un Front Universitaire Antifasciste en décembre.

Comme le note Le Monde « à partir de 1963, se dessine peu à peu à travers d'innombrables soubresauts, une nouvelle orientation visant à politiser le mouvement étudiant de façon plus radicale et à en faire un instrument de lutte idéologique en milieu universitaire contre la société bourgeoise, quitte à ne rassembler que la minorité d'avant garde. À la rentrée 1966, l'UNEF semble désemparée.

L'écho de la révolution culturelle chinoise achève de ruiner la fragile reconstruction. L'UNEF peu à peu réduite à peau de chagrin, l'AGE de Strasbourg tombe logiquement aux mains de l'Internationale situationniste. Même si Jacques Sauvageot, président de l'UNEF, est une figure historique du mouvement et si de ce fait pour la grande masse étudiante comme pour les lycéens qui entrent à l'université en octobre 1968, le sigle de l'UNEF n'est pas discrédité, Mai 68 a eu essentiellement pour effet d'achever le processus de désyndicalisation de l'UNEF.

CAL

Les lycées connaissent une certaine effervescence en 1966 et 1967 avec l'essor des comités Vietnam lycéens, la mobilisation contre l'exclusion d'un lycéen de Condorcet. Ces mobilisations contre « les lycées-casernes » et pour la « liberté d'expression » sont animées par de jeunes « pablistes » dissidents des Jeunesses communistes bientôt rejoints par des militants de la Jeunesse communiste révolutionnaire. C'est au lycée Jacques Decour qu'est créé, en décembre 1967, le premier comité d'action lycéen.

À la veille de mai 1968, il y a une cinquantaine de CAL, dont une trentaine en Province. L'assemblée générale des CAL appelle le 5 mai 1968 à la manifestation du 10 mai. Près de 400 lycées sont occupés en mai et juin. Des commissions se mettent en place dans les établissements pour organiser l'occupation, débattre de la « condition lycéenne », critiquer la pédagogie et proposer une nouvelle organisation de l'enseignement.

SNESup

Il est plus facile de parler du Syndicat national de l'enseignement supérieur en Mai 68 à travers la personnalité d'Alain Geismar. Il commence par militer aux Étudiants socialistes unifiés (ESU) alors qu'il était à l'École nationale supérieure des mines de Paris, et devient dirigeant national de ce groupe, sous la direction de Jean Poperen, son ancien professeur d'histoire à Janson. Membre du PSU, il quitte celui-ci en 1966. En 1965, il devient secrétaire-général adjoint du Syndicat national de l'enseignement supérieur (Snesup), représentant l'opposition au PCF. En 1967, il est élu secrétaire général du SNESup sur la base d'une motion « Pour une petite révolution culturelle à l'Université ». Il est l'une des personnalités visibles de Mai 68 avec Jacques Sauvageot (vice-président de l'Union nationale des étudiants de France) et Daniel Cohn-Bendit (Mouvement du 22 Mars)

Après 1968, il dirige, aux côtés de Benny Lévy, la Gauche prolétarienne (GP), organisation maoïste. Le 22 octobre 1970, il est condamné à 18 mois de prison pour reconstitution de mouvement dissous. Il est incarcéré à Fresnes

Mouvement du 22 Mars

Le Mouvement du 22 Mars est un mouvement étudiant, antiautoritaire fondé dans la nuit du vendredi 22 mars 1968 à la faculté de Nanterre.

Resté dans l'histoire pour la conjugaison originale de revendications de vie quotidienne — possibilité pour les garçons d'aller dans les chambres des filles de la résidence universitaire — et son opposition à la guerre du Viêt Nam, il est l'un des éléments déclencheurs des événements de mai-juin 1968.

Mouvement spontanéiste, le 22 mars se développe grâce à la démocratie directe en assemblées générales ouvertes à tous

Mouvement de libération des femmes

Le Mouvement de libération des femmes (MLF) est un mouvement féministe autonome et non-mixte qui revendique la libre disposition du corps des femmes, remet en question la société patriarcale. Il est né dans le sillage des événements de mai 1968, des luttes pour le droit à la contraception et à l'avortement amorcées par le Planning familial en France, de toutes les luttes contre les différentes formes d'oppressions et de misogynie, et des revendications à l'égalité de tous les droits, moraux, sexuels, juridiques, économiques, symboliques¹. Il remet en cause les formes de militantisme traditionnel : il fonctionne par assemblées générales, petits groupes décentralisés et possède un répertoire d'actions extra-parlementaires comme l'organisation de manifestations, la création et signature de pétitions, la tenue de réunions publique.

Les paysans travailleurs

Le mouvement des Paysans travailleurs s'incarne dans les luttes autour du Larzac à partir de 1973 ; Bernard Lambert est à l'origine de la marche sur le Larzac, au cours de laquelle il proclame : « Jamais plus les paysans ne seront des Versaillais. C'est pourquoi nous sommes ici pour fêter le mariage des Lip et du Larzac. »

En 1981, il fonde la Confédération nationale des syndicats de travailleurs paysans, l'origine de la Confédération paysanne.

Il est aussi à l'origine de l'affaire du « veau aux hormones », en 1980, et, plus généralement, de la remise en cause du productivisme agricole.

Les organisations politiques

ESU

Algérie, Vietnam, Cuba, Tchécoslovaquie..., les luttes contre le colonialisme et l'impérialisme s'étendent. En Europe les revendications de liberté grandissent, des dictatures de Franco et Salazar au bloc soviétique. En France les luttes sociales s'affirment, de la grande grève des mineurs à la remise en cause du travail néo-capitaliste.

Le PSU, pleinement solidaire de ces luttes, explore les voies nouvelles d'un socialisme de liberté et d'autogestion.

Les étudiants du PSU, riches de réflexions idéologiques variées, se retrouvent dans la réflexion et l'action contre l'adaptation de l'université aux besoins de la concurrence capitaliste. Ils militent à l'UNEF et dirigent celle-ci au moment où elle se trouve au centre des luttes de mai 68.

Les trotskystes

IV internationale

La quatrième Internationale est une organisation communiste (trotskiste) fondée en 1938 en France par Léon Trotsky, à la suite de l'exclusion violente des Oppositions communistes de la IIIe Internationale, à la répression qui s'est abattue sur les opposants en URSS et face au constat qu'il était impossible de militer dans le mouvement communiste officiel désormais verrouillé par la « bureaucratie » stalinienne »

JCR, Ligue communiste, Rouge

la Jeunesse communiste révolutionnaire (1966-1969), organisation de jeunesse liée au PCI et ancêtre de la Ligue communiste (LC), puis de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR). C'est un parti, section française de la 4^e internationale. On retrouve Alain Krivine, Daniel Bensaïd, Henri Webern. Ce parti disparaît en 2009, année où il se dissout dans le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA).

FER, AJS, OCI

Le courant dit « lambertiste » est un courant trotskiste impulsé par Pierre Bousset, alias Pierre Lambert, représenté par la Quatrième Internationale lambertiste et présent dans plusieurs pays du monde. L'appellation « lambertiste » est un qualificatif décerné par ses adversaires, et non une dénomination que ce courant utiliserait de manière officielle. La majorité des futurs lambertistes sont exclus du Parti communiste internationaliste (PCI) en 1953 pour leur opposition à la stratégie d'entrisme dans les partis stalinien prônée par la direction de la IV^e Internationale.

Les Pablistes

Après avoir soutenu la rupture titiste et la politique « autogestionnaire » de la Yougoslavie, la IV^e internationale dirigée par Michel Pablo soutient le Front de libération nationale pendant la guerre d'Algérie, en l'aidant à fabriquer des faux-papiers, et même à construire une usine d'armements au Maroc. Michel Pablo est alors arrêté, passe en procès à Amsterdam en 1961, avant d'être libéré après quelques mois de prison. Après l'indépendance, il devient conseiller de Ben Bella, premier président de l'Algérie (1962-65). Il développe une stratégie autogestionnaire à partir du ministère des biens vacants, et participe à l'organisation de la Tricontinentale avec le militant marocain Mehdi Ben Barka.

Un an après mai 68, les pablistes finissent par créer une organisation, l'Alliance marxiste révolutionnaire (AMR), sur une orientation prenant en compte les nouveaux mouvements sociaux et approfondissant la convergence autour des thématiques autogestionnaires

Les Maoïstes

UJCML

L'Union des jeunes communistes marxistes-léninistes, UJC (ml), raccourcie UJ, est une organisation révolutionnaire maoïste fondée le 10 décembre 1966 par une centaine de militants exclus de l'Union des étudiants communistes (UEC) proche du PCF.

Notamment Robert Linhart, Benny Lévy, Tiennot Grumbach et Jacques Broyelle, elle est principalement implantée à Paris à l'École normale supérieure et à la Sorbonne dans les disciplines littéraires. Dissoute le 12 juin 1968 par un décret du président de la République, elle donne naissance à la Gauche prolétarienne, tandis que d'autres militants fondent Vive la révolution (VLR).

La gauche prolétarienne

La Gauche prolétarienne (GP), créée en France en septembre 1968, est une organisation d'extrême gauche, classée généralement dans le courant « mao-spontex ».

La GP publie le journal *La Cause du peuple* (imprimé jusqu'à cent mille exemplaires) dont les saisies à répétition, en 1970-71, ajoutent à la notoriété de l'organisation.

Les GPistes s'identifient à des « nouveaux partisans » censés prolonger le combat des partisans antifascistes « trahis » en 1944 par Maurice Thorez . La GP développe un

activisme intense et un illégalisme collectif revendiqué : entre 1968 et 1972 environ 1000 sympathisants du mouvement sont incarcérés.

Vive la révolution

Vive la révolution (VLR) est un groupe maoïste-libertaire qui succède en juillet 1969 à Vive le communisme, apparu en 1968, fondé par Roland Castro et Tiennot Grumbach et 40 autres personnes, venant en majorité de l'UJC (ml) maoïste et du Mouvement du 22 mars de Nanterre. À la différence de nombreux groupes révolutionnaires marxistes-léninistes, VLR se distingua par l'inventivité de son journal TOUT

Ligne rouge

Ligne Rouge est un groupe maoïste français créé en 1969 par des militants issus du MCF-ML et de l'UJCML qui critique le populisme du PCMLF (comme son soutien aux petits commerçants), ses dérives spontanéistes, et l'abandon de son rôle dirigeant dans la lutte des classes.

En 1970, Ligne Rouge fusionne avec le groupe Voix populaire pour donner naissance à Prolétaire ligne rouge.

Le Parti communiste marxiste-léniniste de France

Le Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF) était un parti politique français d'orientation maoïste. Il a pris la suite du Mouvement communiste français marxiste-léniniste le 31 décembre 1967 et s'est transformé en Parti pour une alternative

Le PCMLF est dirigé par Jacques Jurquet. Il édite un journal, *L'Humanité nouvelle*, qui paraîtra publiquement jusqu'à l'interdiction du parti. Un nouvel hebdomadaire public, *L'Humanité rouge*, est ensuite lancé ; il devient quotidien à partir d'octobre 1975. Le parti s'aligne strictement sur les positions du gouvernement chinois et condamne les « dérives spontanéistes » de *la Gauche prolétarienne*

Les lieux

La Sorbonne

Foyer historique de la contestation étudiante en France, la Sorbonne, fondée il y a plus de sept siècles, a joué un rôle de détonateur des événements de mai 68. Si les premiers mouvements émergent à Nanterre, l'intervention des forces de l'ordre le 3 mai 1968 contre plusieurs centaines d'étudiants d'extrême gauche armés de barres de fer dans la cour de la Sorbonne dans l'attente d'une attaque de l'extrême droite, met le feu aux poudres.

Près de 600 étudiants et leurs leaders sont arrêtés. Dix jours plus tard, la grève générale commence et la Sorbonne est occupée.

De retour d'Afghanistan, le Premier ministre Georges Pompidou tente de calmer le jeu et fait rouvrir l'établissement le 13 mai.

Des milliers d'étudiants affluent à la faculté "ouverte jour et nuit à tous les travailleurs": "on laissait la Sorbonne aux étudiants pour qu'ils discutent enfin paisiblement de leurs problèmes universitaires. Mais les occupants décident de l'ouvrir à la population pour discuter librement des problèmes généraux de la société", analyse alors le Conseil pour le maintien des occupations dans un rapport daté du 19 mai 68.

Nanterre

C'est dans la toute nouvelle université de Nanterre que tout a commencé : le 22 mars 1968, une centaine d'étudiants pour la plupart membres de groupes anarchistes ou gauchistes occupent la tour administrative. Ils veulent protester contre l'interdiction qui leur est faite de pénétrer dans les étages de la cité universitaire réservés aux filles. Cet événement, qui n'en fut pas un à l'époque, est considéré aujourd'hui comme un symbole : celui de la remise en cause de l'autorité des mandarins universitaires, le refus de l'ordre établi, l'expression d'une soif de liberté.

Durant le mois d'avril interruptions de cours, grèves spontanées et assemblées générales se succèdent à Nanterre. Des milliers d'étudiants clament leur désir de changement.

Ecole normale supérieure de la rue d'Ulm

Une note des renseignements généraux résume la situation de L'ENS de la rue d'Ulm «A l'issue de la manifestation estudiantine au Quartier latin, des membres de l'Union nationale des étudiants de France (Unef), de la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR), du Comité de liaison des étudiants révolutionnaires (Cler) et de l'Union de la jeunesse communiste marxiste-léniniste (UJCML) se sont réunis 45, rue d'Ulm (Ve), dans la nuit, au siège de l'Ecole normale supérieure, afin de mettre au point l'action envisagée lundi 6 mai à la Sorbonne.»

C'est à cette école que Louis Althusser philosophe, marxiste fut l'initiateur du virage maoïste.

La clinique de Laborde

La clinique de Cour-Cheverny, dite clinique de La Borde, est un établissement psychiatrique situé dans le département du Loir-et-Cher. Il est fondé en 1953 par le Dr Jean Oury qui l'a dirigé jusqu'à sa mort en 2014.

La clinique fut un lieu refuge pendant la guerre d'Algérie.

Félix Guattari a travaillé toute sa vie à la clinique de La Borde, haut lieu de la psychothérapie institutionnelle. Il a suivi longtemps le séminaire de Jacques Lacan, qui fut son psychanalyste. Il a pris ses distances avec le « lacanisme » au fil de sa collaboration avec Gilles Deleuze (c'est lui l'inventeur du concept de « déterritorialisation »).

Les Beaux-arts UP6

À UP6, créée à la place de la section parisienne d'architecture de l'École des beaux-arts, s'expérimentent de nouveaux rapports au savoir, à l'enseignement et à l'institution qui les abrite. Juste après mai 68, la plupart des professeurs sont militants gauchistes. Ils sont partagés : ceux pour qui il faut sortir de l'université pour ré-inventer l'urbanisme, et ceux qui préfèrent mettre intra muros l'enseignement « cul par-dessus tête », pour imaginer, en l'occurrence, de nouvelles façons d'être architecte.

La Faculté de Vincennes

Dotée d'un statut dérogatoire qui lui permettait d'autogérer son découpage disciplinaire, cette université expérimentale, « enfant terrible du mouvement de Mai » a ouvert effectivement en janvier 1969, après trois mois de concertations pour former les équipes d'enseignants-chercheurs. Elle est devenue, en 1970-1971, l'université Paris VIII-Vincennes. Au départ, elle avait été conçue comme la sœur jumelle du centre universitaire de Dauphine (devenu université Paris IX-Dauphine), également lancée à cette époque dans l'effervescence intellectuelle de mai 68. L'histoire de ces deux centres universitaires a divergé dès les origines.

Parmi les enseignants-chercheurs y ayant enseigné, on notera de nombreux philosophes, dont François Châtelet, Gilles Deleuze, Jean-François Lyotard, Michel Foucault, Alain Badiou, René Schérer, le sociologue Robert Castel, l'arabisant André Miquel, le géographe Yves Lacoste, l'historien Jean Bouvier, le mathématicien Claude Chevalley (membre fondateur du groupe Bourbaki) et Denis Guedj qui créent le département de mathématiques.